

**P. 6 Grand format**  
Reconvertir des espaces  
en résidences services  
seniors pour dynamiser  
les centres-villes

**P. 8 D'intérêt général**  
Un outil logistique  
modernisé, au service  
des territoires

**P. 14 Traits d'union**  
Le vote électronique,  
perspective d'avenir  
pour simplifier les  
relations sociales

# postéo

**CENTRE-VAL DE LOIRE**



# le billet de...



**Jacques Lemaire,**  
délégué régional du groupe La Poste  
par intérim en Centre-Val de Loire

En 2022, La Poste poursuit sa transformation, avec vous, dans l'écoute et la compréhension mutuelle. Les négociations engagées au début de l'année pour coconstruire le contrat de présence postale territoriale 2023-2025 en témoignent. Nos préoccupations sont communes : améliorer la qualité de nos services et accompagner les grandes transitions qui impactent profondément nos territoires. Transition démographique avec le vieillissement de la population, transition écologique qui impose de changer nos modes de production

et de consommation, de veiller à la maîtrise énergétique des bâtiments et de réduire nos émissions liées aux transports, transition numérique avec pour priorité la lutte contre l'exclusion numérique, transition territoriale avec la préservation des équilibres entre les territoires. Ces transitions doivent être conduites dans une période marquée par l'émergence de nouveaux comportements (généralisation du télétravail, nouvelles mobilités vers des villes moyennes et des communes rurales, accroissement de l'e-commerce...).

### Ce numéro de Postéo se fait l'écho de nombreuses actions ou expérimentations menées en Centre-Val de Loire :

le développement de projets qui accompagnent concrètement le vieillissement de la population – la réalisation d'une résidence services seniors à Châteauroux l'illustre parfaitement –, le soutien au programme France Services pour rapprocher les services publics de ceux qui en ont le plus besoin, des actions pour encourager la transformation numérique des entreprises ou la mue des flottes de véhicules pour garantir des livraisons à faibles émissions. Vous découvrirez un numéro riche de nos complémentarités et qui rappelle notre exigence, celle d'être au service de tous et utile à chacun. Bonne lecture.



Certaines photos du magazine ont été prises avant la crise sanitaire.

Le cahier régional de Postéo est édité par la délégation régionale du groupe La Poste Centre-Val de Loire – **Directeur de la publication :** Jacques Lemaire. **Directrice de la rédaction :** Daphnée Leblanc. **Rédactrice en chef :** Hélène Rabusseau. **Rédactrices :** Daphnée Leblanc, Delphine Floris, Hélène Rabusseau. **Crédits photo :** DR La Poste, Adobe Stock, Richard Damoret/REA - Caisse des Dépôts - 2022, Groupement Martino, Acapace, Hubert Raguet, ville de Châteauroux, conseil départemental du Loiret. **Pages nationales – Directrice de la publication :** Marie-Aude Dubanchet. **Directrice de la rédaction :** Nathalie Valère. **Rédactrice en chef :** Aurélie Dehecq. **Crédits photo :** médiathèque du groupe La Poste. Mentions légales La Poste. **Conception et réalisation :** HAVAS PARIS. **Imprimerie :** Gutenberg Networks. Imprimé en France. **Dépôt légal :** mars 2022. Ce magazine est imprimé sur du papier issu de sources responsables. Dans cette publication, le masculin est le plus souvent utilisé comme représentant des deux sexes sans discrimination à l'égard des femmes et des hommes, et dans le seul but d'alléger le texte.



## CENTRE-VAL DE LOIRE

### Facteurs de fierté

**15** véhicules électriques déployés sur le site Chronopost de Tours pour assurer la distribution des colis.

**8** véhicules électriques équipent le site Chronopost d'Orléans.

**6** villes mobilisées pour la Fête du Timbre.



ENVIRONNEMENT

## Chronopost mise sur la livraison durable

Depuis la fin 2021, les agences Chronopost d'Orléans et de Tours livrent les colis en centre-ville avec des véhicules électriques. Quinze d'entre eux sillonnent quotidiennement les rues de Tours Centre, Tours Nord et une partie de Tours Sud, et huit autres équipent le site d'Orléans. Objectif : assurer une qualité de services pour les clients tout en diminuant l'impact environnemental des livraisons et en améliorant les conditions de travail des livreurs. C'est une preuve tangible de l'ambition du groupe La Poste en matière de livraison durable et de neutralité carbone. À Tours, ce sont déjà 22% des colis qui sont livrés et 8% des colis collectés grâce aux véhicules électriques. En 2025, au niveau national, l'objectif de Chronopost est qu'un colis sur deux soit distribué grâce à ces types de véhicules.



PHILATÉLIE

## Le timbre prend le train

Comme chaque année, la Fédération française des associations philatéliques (FFAP) et La Poste organisent conjointement la Fête du Timbre dans 80 villes de métropole, avec le soutien de l'Adphile (Association pour le développement de la philatélie). En 2022, le timbre célèbre les voyages en train. Tous les départements du Centre-Val de Loire ont ainsi embarqué dans cette aventure philatélique les 12 et 13 mars derniers, dans six villes : Mehun-sur-Yèvre (Cher), Mainvilliers (Eure-et-Loir), Châteauroux (Indre), Chinon (Indre-et-Loire), Saint-Aignan-sur-Cher (Loir-et-Cher) et Saint-Denis-en-Val (Loiret). L'occasion pour petits et grands de découvrir de beaux timbres et de voyager sans se déplacer!

### Chiffre clé

**1**

plateforme multflux avec un rôle central dans le schéma industriel régional et départemental, traitant quotidiennement 3 000 colis et 65 500 lettres grâce à ses 180 agents.



COMMUNAUTÉ

## La JCE de Chartres découvre La Poste

La jeune chambre économique (JCE) de Chartres a tenu, à la fin 2021, son assemblée générale sur la plateforme Services-Courrier-Colis de Gellainville (28). Caroline Richard, responsable de l'action commerciale de la plateforme de Châteaudun et vice-présidente chargée de la communication, explique : « Depuis soixante-dix ans, la Jeune chambre économique française rassemble une communauté de citoyens qui relèvent les défis sociaux et environnementaux et portent des projets d'intérêt général. En construisant ces projets de façon collective et structurée et en recherchant des solutions aux problématiques rencontrées par les territoires, les adhérents se forment à la prise de responsabilités afin de révéler leur leadership. » Fortes d'ambitions et de valeurs communes, la JCE et La Poste contribuent au dynamisme du territoire.

4



LOGISTIQUE

## Plateforme multflux : inauguration

Construite à la fin 2019, mise en service en 2020, la plateforme multflux de Bourges a été inaugurée le 10 décembre 2021. Avec ses 4 100 m<sup>2</sup> de surface, le bâtiment dispose de huit quais pour le déchargement des poids lourds. Chaque jour, 3 000 colis et 65 500 lettres sont ainsi traités sur le site grâce à une équipe de 180 agents mobilisés pour que la qualité de service soit au cœur de l'expérience client. Au total, ce sont 38 communes et 75 000 foyers qui sont desservis six jours sur sept. C'est bien cette exigence de l'excellence opérationnelle et de la qualité de service que Sandrine Krief, directrice exécutive en Centre-Val de Loire, a confirmé en expliquant le rôle clé joué par cette plateforme d'un nouveau type dans le schéma industriel régional et départemental.

**30**

### Chiffre clé

bureaux de poste labellisés France Services en Centre-Val de Loire, au plus près des habitants pour rendre accessibles les services des 9 opérateurs partenaires (dont La Poste).



PROXIMITÉ

## Poursuite de la labellisation France Services

Depuis le début de l'année, de nouveaux bureaux de poste du Centre-Val de Loire ont obtenu leur labellisation France Services, accordée par les préfetures. Ce sont ainsi 30 bureaux qui disposent aujourd'hui de ce label dans la région, offrant la garantie d'un accompagnement personnalisé, confidentiel et gratuit dans les démarches administratives. Ces structures sont nées d'un large partenariat entre acteurs publics et sont implantées dans des relais de proximité en région, à la confluence de territoires ruraux. Ainsi, La Poste de Saint-Satur (Cher) ou celles de Saint-Gaultier et Tournon-Saint-Martin (Indre) ont inauguré leur label.

5



PORTRAIT

## Une postière du Cher en lumière à la Caisse des Dépôts

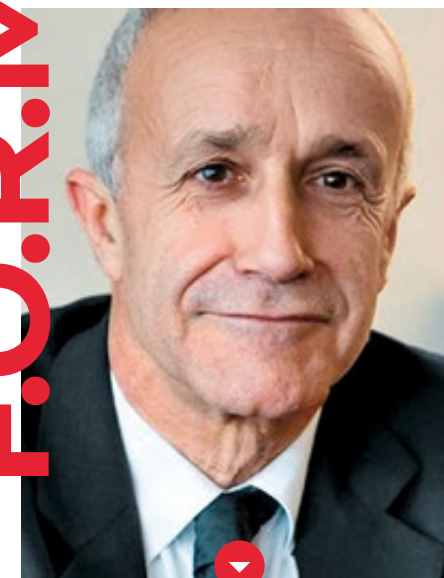
Avec 370 bureaux de poste labellisés France Services début 2022, La Poste est particulièrement investie dans la dynamique de développement de l'accès aux services partout sur le territoire. Au premier chef, les postières et les postiers se sont emparés de ce sujet avec l'esprit de service qui les anime. Laure Hamolinne, chargée de clientèle à La Poste de Mehun-sur-Yèvre et référente France Services, illustre parfaitement cet engagement et a été retenue par les équipes de la Caisse des Dépôts pour un portrait dans le numéro de mars-avril 2022 du magazine *CDscope*. Elle peut ainsi expliquer sa motivation dans ce projet d'intérêt public : « Mon moteur a toujours été le contact avec les gens, de créer du lien social, d'apporter un service humain et de me sentir utile aux autres. »

# Châteauroux et La Poste misent sur les résidences services seniors

**Face aux enjeux du vieillissement de la population, La Poste agit concrètement en territoire grâce à sa filiale Poste Immo. Comment ?**

Des sites en hypercentre, avec une histoire et une qualité architecturale remarquable, libérés d'une partie de leurs activités postales, sont reconvertis en résidences services seniors. Châteauroux fait partie des 11 premières villes françaises concernées par ce projet immobilier, mené en partenariat avec Les Jardins d'Arcadie, acteur de référence sur le marché immobilier seniors et filiale du Groupe Acapace et de Bouygues Immobilier. D'ici à 2024, 80 logements seront aménagés dans le bâtiment hébergeant le bureau de poste principal de Châteauroux et dans une extension à l'arrière du bâtiment. En valorisant des surfaces disponibles en centre-ville, ce projet accompagne les politiques locales visant à développer le dynamisme économique, à encourager le lien social et à créer de la valeur dans les territoires.

G.R.A.N.D.  
F.O.R.M.A.T



« Ce programme immobilier, dans le bâtiment emblématique de l'hôtel des Postes, répond autant à une demande de logements en centre-ville qu'à une valorisation du patrimoine. Cette résidence services seniors, portée par Poste Immo et Les Jardins d'Arcadie, verra le jour au-dessus du bureau de poste et s'étendra vers l'arrière avec la construction d'un bâtiment et la création d'une cour privatisée. Ainsi, 80 logements seront aménagés en hyper-centre-ville. Notre volonté est aussi de rendre le centre-ville encore plus attractif grâce à l'installation régulière de nouveaux commerces et de services à destination de la population. Cette dynamique est renforcée par les travaux de rénovation, de végétalisation et d'embellissement, à l'image de ceux en cours rue de la Poste. D'ici à l'été, cet axe commercial offrira un visage plus attrayant, en attendant l'ouverture de la résidence services seniors à l'horizon 2024. »

**Gil Avérous,**  
maire de Châteauroux

« Châteauroux est l'une des trois premières villes concernées par l'installation d'une résidence services seniors dans des bâtiments postaux disponibles, avec Brest et Saint-Étienne.

Cette première, très ancrée sur le territoire, illustre bien la raison d'être de notre projet : une rencontre entre un patrimoine extraordinaire par sa centralité, son histoire, son architecture et les grands défis de demain que le groupe La Poste embarque désormais dans tous ses projets – les transitions écologique, démographique, territoriale et numérique. Ce programme soutient ainsi l'offre de logements en centre-ville et le tissu économique local sur Châteauroux. Il contribue à l'engagement du groupe La Poste en faveur de la silver économie. »

**Rémi Feredj,**  
directeur général de Poste Immo,  
filiale immobilière du groupe La Poste



Le bâtiment se déploiera côté rue, avec l'accès au bureau de poste, et côté cour, avec un espace aménagé pour les résidents.

**80**  
logements pour seniors  
autonomes seront  
aménagés dans la future  
résidence services seniors  
de Châteauroux,  
disponible en 2024.



# Un outil industriel et logistique modernisé, au service des territoires

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan stratégique « La Poste 2030, engagée pour vous », La Poste poursuit sa transformation industrielle. Au cours des quatre prochaines années, un investissement de 450 millions d'euros va permettre de développer et de moderniser son outil logistique. En se donnant les moyens de livrer plus de colis, plus vite et de manière plus écologique, elle contribue au dynamisme et à l'attractivité de tous les territoires.

Après un premier volet de 450 millions en 2018, La Poste investit à nouveau 450 millions d'euros dans son outil de production. Au total, 900 millions d'euros auront été investis par le groupe en moins de dix ans dans son outil logistique en France. L'objectif est de financer, d'ici à 2025, cinq grands projets logistiques. Une centaine de projets de modernisation ou de création de site de tri colis et de préparation et distribution courrier-colis seront aussi lancés, sur l'ensemble du territoire.

## Livrer plus de colis, plus vite et de façon toujours plus écoresponsable

L'objectif est de trier et de livrer un nombre de colis en forte croissance, avec le développement de l'e-commerce. D'ici

à 2030, près de 1 milliard de Colissimo seront traités chaque année, soit deux fois plus qu'aujourd'hui. Pour répondre aux attentes des clients, le challenge de La Poste est de prendre en charge ce flux, à la fois plus rapidement et de manière plus écologique. À terme, les nouveaux investissements du groupe dans son outil logistique permettront une distribution à l'ensemble de la population de France métropolitaine en J + 1 et de réduire encore l'empreinte carbone de la livraison (voir l'encadré page 9).

## Un plus pour l'attractivité et le dynamisme des territoires

Cette amélioration de la performance industrielle profitera à tous – particuliers, e-commerçants et entreprises – et

renforcera, de ce fait, l'attractivité des territoires qui profiteront, économiquement, de cette accélération. Ainsi, les nouvelles plateformes de tri devraient créer des emplois directs et indirects. Et grâce au développement de l'activité colis, des milliers d'emplois de facteurs, qui assurent déjà 80% des livraisons de Colissimo, pourront être maintenus, malgré la baisse de l'activité courrier.

## Des emplois de qualité

Qu'ils soient créés ou maintenus par ces investissements massifs, les emplois postaux sont toujours des emplois de qualité. La Poste a d'ailleurs réinternalisé des activités jusqu'ici opérées par des entreprises logistiques. De nouveaux métiers (équipier spécialisé ou superviseur traitement, par exemple) ont été créés dans les grandes plateformes de tri, et des formations sont proposées à tous les opérateurs. Enfin, pour réduire la pénibilité de certains postes, de nouveaux outils d'aide à la manutention tels que les bras articulés ont été développés. Autant de preuves de l'engagement de La Poste pour un e-commerce responsable.

## À Montereau-sur-le-Jard (77), la toute nouvelle plateforme Colissimo accélère le rythme

Après deux ans de travaux, la plateforme Colissimo Île-de-France Sud, à Montereau-sur-le-Jard (Seine-et-Marne) a ouvert à la fin avril 2021. Elle est la cinquième plateforme de tri colis « nouvelle génération » et de haute qualité environnementale, après les plateformes Colissimo Alpes (La Buisnière, 38), Hauts-de-France (Douvrin, 62), Côte d'Azur (Les Arcs-sur-Argens, 83) et Île-de-France Nord (Le Thillay, 95). Elle est aussi la plus grande en termes de surface (environ 23 000 m<sup>2</sup>), mais surtout en capacité de traitement avec 37 000 colis triés par heure. C'est trois fois plus que sur les plateformes des précédentes générations, grâce à des technologies innovantes et à des équipements qui facilitent les activités de manutention. Les conditions de travail y ont également été repensées pour limiter les efforts et prévenir les accidents, au moyen des matériels d'aide développés pour La Poste.



## Témoignage

« L'e-commerce est une vague de fond. Les achats en ligne explosent, c'est pourquoi la modernisation de la ligne logistique à la plateforme de préparation du courrier multiflux de Varennes-Vauzelles ne peut qu'être positive. Cette automatisation de la chaîne colis est un beau compromis, car elle va pérenniser l'emploi dans la Nièvre et limiter la manutention des colis pour les postiers, avec un effet induit non négligeable sur l'impact écologique. Il n'y a que deux plateformes de ce type en Bourgogne-Franche-Comté, et c'est une bonne chose que l'une d'elles soit installée dans la Nièvre. Les habitudes de consommation évoluent, la crise les a fortement modifiées. Les consommateurs vont vers une recherche de proximité, ils sont attentifs à l'environnement ; les commerces doivent revoir la relation client en utilisant les différents canaux, physiques et numériques. »

**Franco Orsi,**  
président de la CCI de la Nièvre  
jusqu'en novembre 2021

## Une empreinte carbone du colis toujours plus faible



**25%**

des liaisons nationales s'effectueront au GNV et au bio GNV en 2025.



**420**

grammes de CO<sub>2</sub>, c'est l'empreinte carbone d'un Colissimo, soit le meilleur score du marché.



**70 000**

tonnes de CO<sub>2</sub> évitées chaque année, dès 2025, grâce au nouveau mode d'acheminement des colis.



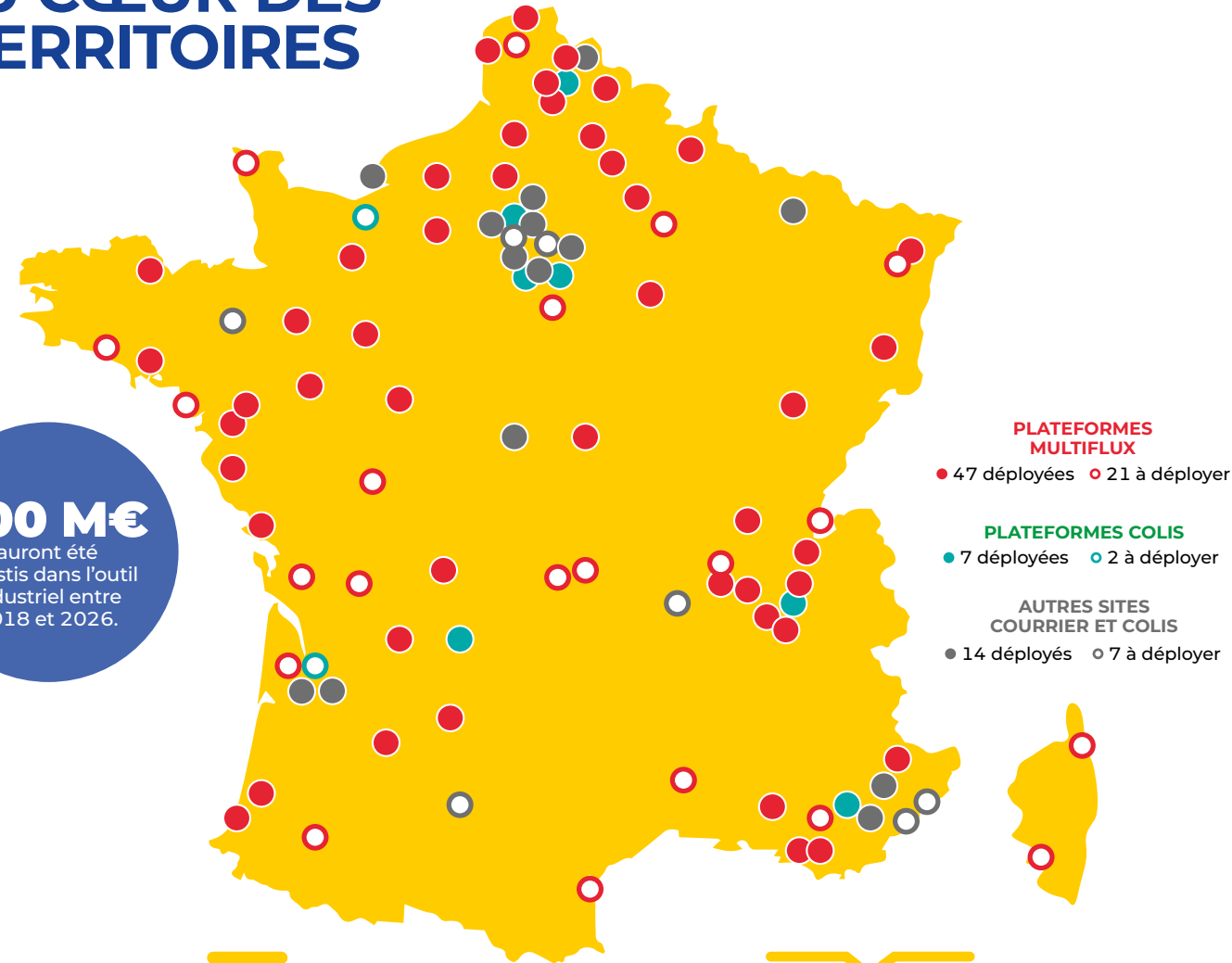
**37 000**

véhicules électriques et bientôt 4 500 de plus.

D'intérêt général

# UN NOUVEL OUTIL INDUSTRIEL ET LOGISTIQUE AU CŒUR DES TERRITOIRES

La Poste poursuit le renforcement et la modernisation de son outil industriel, avec de nouvelles plateformes dernière génération, la création et la modernisation d'une centaine de sites de préparation et de distribution courrier-colis, en France.



**900 M€**  
auront été investis dans l'outil industriel entre 2018 et 2026.

## PHASE 1 2018-2022

Le premier investissement de 450 M€ a fait sortir de terre 5 plateformes de tri colis ultramodernes : Alpes (La Buissonnière, 38), Hauts-de-France (Douvrin, 62), Côte d'Azur (Les Arcs-sur-Argens, 83), Île-de-France Nord (Le Thillay, 95) et Île-de-France Sud (Montereau-sur-le-Jard, 77).

## PHASE 2 2022-2026

Le nouvel investissement de 450 M€ financera :

- 5 grands projets logistiques;
- plus de 100 projets de modernisation ou de création de site de préparation et distribution courrier-colis sur le territoire.

## OBJECTIFS



**1 milliard** de Colissimo à trier et livrer par an d'ici à 2030, soit 2 fois plus qu'aujourd'hui.



Une distribution des colis à l'ensemble de la population de France métropolitaine en J + 1 (à terme).



**70 000 tonnes de CO<sub>2</sub>** évitées dès 2025 grâce aux liaisons effectuées par caisses mobiles<sup>(1)</sup>.

(1) La « caisse mobile » est un conteneur mobile transporté sur route par camion remorque. Une fois dans l'enceinte de la plateforme, elle stationne sur pieds ou est déplacée par un engin. Combinée au chargement des camions en vrac, elle permet un emport en moyenne de 30% de colis en plus par rapport à un semi-remorque.

# Traits d'union

## #dynamiser

Les CDPPT et les représentants du groupe La Poste en Centre-Val de Loire ont travaillé de concert pour poser les jalons du futur contrat de présence postale territoriale, grâce à leur connaissance du terrain.

P. 12

## #connecter

Les élections professionnelles représentent une étape importante pour le dialogue social. Le conseil départemental du Loiret a choisi Docaposte et sa solution Voxaly pour organiser une opération de vote électronique.

P. 14

## #accompagner

Le vieillissement de la population est une réalité sociétale. En Centre-Val de Loire, le groupe La Poste a réuni les acteurs départementaux de la prévention de la perte d'autonomie pour mieux comprendre leurs besoins et identifier des axes communs de réflexion.

P. 15



# #dynamiser

## L'aménagement du territoire, un enjeu pour les élus et le groupe La Poste

Alors que la crise sanitaire a bousculé les habitudes, la question de la présence des services de La Poste sur le territoire demeure un axe stratégique pour l'entreprise et un enjeu fort pour les élus. Retour sur une réunion structurante.

Les six départements de Centre-Val de Loire, comme partout en France, disposent d'une commission départementale de présence postale territoriale (CDPPT). Instance tripartite réunissant des élus (de chaque strate territoriale), des représentants de l'État et de La Poste, celle-ci a pour vocation de veiller à la bonne application du contrat de présence postale territoriale. Elle rend des avis sur le maillage des points de contact postaux en lien avec les besoins des populations et se prononce sur les actions qui bénéficient du fonds postal de péréquation. Clé de voûte de la concertation territoriale, les CDPPT sont associées aux réflexions sur le futur contrat qui s'appliquera sur la période 2023-2025. Après un recueil d'éléments dans chaque commission, les six présidents, dont

**924** points de services maillent les 6 départements de la région Centre-Val de Loire. Ils accueillent en moyenne plus de **28 000** clients chaque jour.

quatre récemment élus, ont produit une synthèse régionale en identifiant les priorités d'actions sur quatre thématiques. Pour la présence postale, la question de la communication autour des services accessibles dans les différents formats de présence est centrale. En ce qui concerne l'adaptation du contrat aux besoins des citoyens, les débats ont fait émerger la nécessité d'une base nationale de partage sur les innovations et l'importance d'une meilleure valorisation des services numériques. À ce titre, John Billard, président de la CDPPT d'Eure-et-Loir, a insisté sur le fait que « la mairie est la première des maisons France Services. Les secrétaires de mairie ont un rôle à jouer dans ce dispositif. Ils assurent un premier niveau d'accueil et de prise en charge, puis orientent les habitants vers les bonnes structures pour un accompagnement complémentaire ». Enfin, les thématiques du fonds postal de péréquation et de la gouvernance ont été traitées, avec des besoins liés à un meilleur équilibre dans la construction du fonds selon la typologie des départements et d'un « faire-savoir » aux élus à renforcer quant à l'existence et aux missions des CDPPT. Autant de priorités qui ont été transmises à l'Observatoire national de la présence postale (ONPP) afin d'enrichir les négociations sur le futur contrat de présence postale territoriale, menées avec l'État et l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité.



« Une réunion structurante de ce type est importante. C'est un vrai temps de rencontre entre collègues : nous échangeons sur des cas concrets et nous nous rendons compte que nous avons des enjeux communs. Ce partage est aussi enrichissant pour nos travaux en commission, car cela donne des idées. Enfin, c'est un moment privilégié pour prendre connaissance des métiers de La Poste et mieux appréhender sa stratégie. »

Gilles Caranton, président de la CDPPT de l'Indre



« Une réunion de ce format nous donne l'occasion de partager nos process, les difficultés que nous rencontrons et les solutions que nous appliquons. Ce partage est important, et il est pertinent dans la mesure où nous avons des problématiques communes au niveau de la région. Avec nos six départements, nous avons l'opportunité de travailler à une certaine cohérence dans nos actions. Cela est le cas pour l'innovation, par exemple. »

Laurence Bellais, présidente de la CDPPT du Loiret

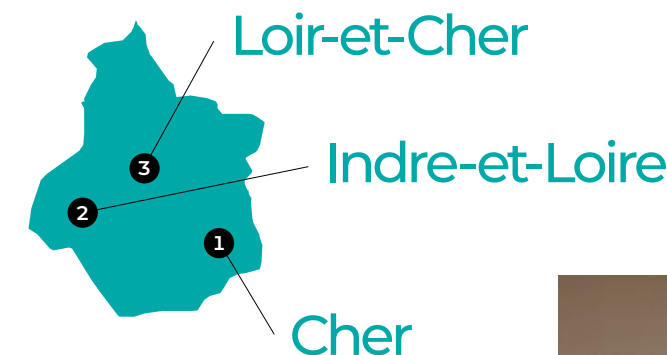


## 2 INDRE-ET-LOIRE (37) Accompagner les clientèles vulnérables

Dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville, des dispositifs spécifiques sont mis en œuvre pour faciliter la réalisation des démarches postales des clients, avec notamment la présence de médiateurs. Près de 760 000 euros proviennent du fonds de péréquation pour l'ensemble des actions opérées dans la région. Au-delà, des initiatives sont prises pour améliorer l'accès aux services, comme en Indre-et-Loire. Stéphanie Riocreux, présidente de la CDPPT, précise : « Nous avons sollicité Régie Plus pour que la médiatrice intervienne dans les deux France Services postales. L'une des actions a été d'aller à la rencontre des prescripteurs locaux, comme les agents d'accueil et les secrétaires de mairie, afin de faire connaître le dispositif France Services et de mieux orienter les habitants. »

## 1 CHER (18) Contribuer au déploiement de France Services

La Poste s'engage dans le dispositif France Services, en tant que partenaire mais également comme lieu d'accueil des espaces. À ce titre, les CDPPT de la région rendent un avis sur les propositions de sites de La Poste identifiés comme pouvant être labellisés (label accordé par la préfecture). Ce que confirme Patrick Barnier, président de la CDPPT du Cher : « Dans mon département, La Poste contribue fortement au dispositif France Services, avec cinq bureaux labellisés. La CDPPT accompagne cette dynamique en finançant en partie les travaux d'aménagement, comme cela a été le cas dans les cinq sites du Cher, dont dernièrement celui de Saint-Satur. La Poste est un lieu naturel pour l'accès à ces services, et cela conforte les bureaux de poste. » Au global, ce sont ainsi plus de 1,46 million d'euros qui ont été consacrés aux travaux d'aménagement des 30 espaces France Services ouverts dans les bureaux de poste de la région.



## 3 LOIR-ET-CHER (41) Moderniser l'accueil et les services

L'accompagnement des partenaires de La Poste, communes comme commerçants, est un volet essentiel du contrat de présence postale. Au-delà de la rémunération fixée par convention, des actions peuvent être financées : modernisation des locaux, installation d'îlots numériques... La CDPPT du Loir-et-Cher a ainsi contribué à 16 projets de rénovation de La Poste agences communales, pour un montant de 107 686 euros en 2021. Pour Michel Contour, son président, « ces actions votées unanimement, qui doivent s'inscrire dans la continuité, ont permis d'améliorer la qualité de l'accueil et des services. Elles contribuent ainsi à offrir un maillage territorial qui doit, selon nous, être attractif et efficace ». Sur la région, ces investissements ont représenté plus de 427 000 euros.



# #connecter

## Le vote électronique modernise et facilite les élections professionnelles

En Centre-Val de Loire, de nombreuses organisations publiques ou privées ont opté pour le vote électronique. Le conseil départemental du Loiret a ainsi confié l'organisation de ses élections professionnelles à Docaposte, filiale de La Poste spécialisée en gestion documentaire, avec son offre Voxaly.

À l'ère du numérique, le dialogue social évolue et se modernise. La digitalisation des relations sociales se place au cœur des préoccupations des dirigeants. Parmi les initiatives numériques qui émergent, le vote électronique s'installe durablement car il permet de gagner du temps tout en assurant un haut niveau de sécurité, de fiabilité et de confidentialité. « Nous avons choisi Voxaly de Docaposte en toute connaissance de cause. Nous avons déjà eu recours à cette solution lors des dernières élections et nous avons été pleinement satisfaits de la prestation. Cette fois-ci, la solution proposée est encore plus efficace car elle intègre des fonctionnalités innovantes et essentielles », explique Marie-José Porto, responsable du service dialogue social du conseil départemental du Loiret. Voxaly propose un outil de vote en ligne simple et intuitif, conçu pour être accessible à tous les électeurs, aguerris ou non à l'informatique. Ils votent sans contrainte horaire

ou géographique, depuis leur domicile, leur lieu de travail, sur une tablette, un smartphone ou un ordinateur, « ce qui améliore la participation », souligne Marie-José Porto. De plus, la solution de Docaposte garantit le respect des exigences réglementaires de confidentialité et de sincérité du scrutin ainsi que la conformité au RGPD (règlement général sur la protection des données). Et Marie-José Porto de compléter : « Parmi les améliorations qui nous ont convaincus : le gain de temps lié à la possibilité d'obtenir directement les procès-verbaux, un rapport de synthèse ainsi que le calcul automatique de l'attribution des sièges. » Le département du Loiret fait ici le choix d'être accompagné dans ses démarches par un tiers expert. Au-delà de la question complexe mais ponctuelle des élections professionnelles, les services des ressources humaines sont aujourd'hui largement engagés dans des chantiers de dématérialisation. Le recours au vote électronique est sans conteste une étape majeure de cette modernisation.



Un outil de vote en ligne simple et intuitif, accessible à tous, sans contrainte horaire, géographique ou technique.



« L'enjeu principal de ce scrutin est de permettre aux agents de faire entendre leur voix et de participer amplement au débat démocratique électoral pour désigner leur représentant du personnel. Choisir Voxaly de Docaposte, c'est faire le choix de la simplicité, de la rapidité et de la fiabilité. On a beaucoup plus de souplesse d'organisation avec un vote en ligne. Un vote à l'urne, c'est complexe à gérer en termes de mobilisation

des ressources, qu'elles soient humaines, logistiques ou financières. Le dépouillement, par exemple, est quasi instantané quand on mettait des heures à trier les bulletins, avec tous les risques inhérents à ce type de manipulation. Le gain de temps est donc manifeste ! » Marie-José Porto, responsable du service dialogue social du conseil départemental du Loiret

# #accompagner

## Allier les énergies pour prévenir la perte d'autonomie



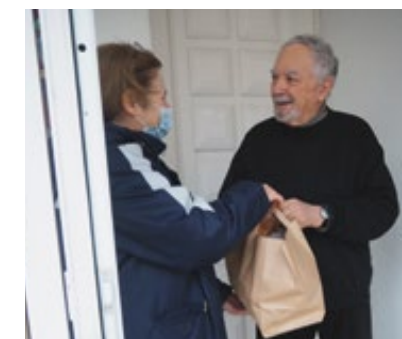
Le 27 janvier dernier, le groupe La Poste en Centre-Val de Loire a donné la parole aux acteurs départementaux de la prévention de la perte d'autonomie pour mieux comprendre leurs besoins et identifier des axes communs de réflexion.

Lors de cette rencontre, chacun a pu évoquer les défis auxquels le territoire est confronté. Le vieillissement de la population et l'augmentation du nombre de seniors s'accompagnent d'une volonté des personnes concernées de vouloir rester à leur domicile dans de bonnes conditions. Les problématiques à traiter sont nombreuses : comment identifier les personnes et leur degré de perte d'autonomie pour offrir une réponse adaptée à leur besoin ? Comment répondre à leur isolement, plus particulièrement en milieu rural ? Comment

repenser l'accessibilité et la mobilité dans l'habitat ou les aménagements urbains ? Comment faire face à la désertification médicale avec le manque de médecins et de personnel médico-social ? Le constat est clair : il faut pouvoir repérer les situations, établir un diagnostic sur l'état de santé, identifier les services à apporter, mais aussi proposer un accompagnement humain et personnalisé. La fracture numérique est également très prégnante. Rompre l'isolement et aider les personnes fragilisées à réaliser leurs démarches administratives sont donc des axes majeurs. Pour y parvenir, le développement des compétences et la mise en œuvre de solutions complémentaires entre les différents intervenants doivent apporter une réponse globale et efficace aux personnes en perte d'autonomie. L'expression de ces besoins a enrichi la réflexion à l'échelle territoriale sur les contributions possibles de La Poste pour aider les acteurs locaux à remplir leurs missions.

**50% de la dépendance est évitable, selon les gériatres, en identifiant en amont les fragilités et en proposant des solutions et des services de vie quotidienne.**

« Aller vers », dans une logique de complémentarité



La Poste s'engage depuis plusieurs années sur la thématique de la prévention de la perte d'autonomie. Concrètement, cela se traduit localement par la livraison de repas, de médicaments, la lutte contre la fracture numérique ou la détection de situations fragiles. La Poste intervient ainsi en complémentarité des autres acteurs territoriaux pour favoriser le bien-vieillir des seniors à leur domicile. Même s'ils ne sont pas des acteurs du soin, les postiers sont des acteurs de proximité au contact de toute la population, y compris les plus isolés et les plus fragiles. La Poste peut donc utiliser son réseau physique et humain pour « aller vers » la population touchée par cette perte d'autonomie.

# « La Poste est un partenaire important de la transition écologique des territoires. »

**Lucile Schmid** est vice-présidente de La Fabrique écologique, un think tank qui veut promouvoir le développement durable par ses propositions pragmatiques et concrètes. Elle partage ici son analyse de l'évolution de l'outil industriel et logistique de La Poste et de son impact pour les territoires.

## MINI-CV

**2000**  
Conseillère  
du ministre de l'Emploi  
et de la Solidarité.

**2004-2010**  
Conseillère régionale  
d'Île-de-France.

**2013-2017**  
Vice-présidente  
puis présidente de la  
Fondation de l'écologie  
politique.

**2016-2018**  
Coprésidente  
de la Fondation verte  
européenne.



# RÉFLEXIONS

## Comment les outils industriels et logistiques s'adaptent-ils à la transition écologique ?

Dans une logique de développement durable, tout appareil industriel doit s'intégrer dans un contexte et dans un territoire et répondre aux attentes locales en matière de préservation de la biodiversité, de sobriété énergétique, de durabilité... L'outil logistique ne fait pas exception et doit, en outre, relever le défi de la décarbonation du transport. Sur la livraison du dernier kilomètre – pour laquelle des solutions existent – mais aussi sur le transport long, où il s'agit encore d'imaginer la solution rentable pour sortir du tout routier.

Le développement de la place des transports ferroviaire et fluvial fait clairement partie de la politique des pouvoirs publics pour décarboner. Comment donner à cette vision des débouchés opérationnels ? Faut-il lancer des opérations pilotes en ce sens, nouer de nouveaux partenariats ? Ce sont des questions stratégiques.

## Les investissements de La Poste dans son propre outil vont-ils dans le bon sens ?

Ces investissements visent à capter la forte croissance de l'e-commerce pour s'adapter à la réduction du courrier, tout en développant une logistique plus performante et écoresponsable. La rationalisation des transports et l'électrification de la flotte du dernier kilomètre permettent de réduire l'empreinte carbone des colis. Elles sont nécessaires dans le contexte de l'augmentation continue

du nombre de colis à livrer ; même si c'est surtout en rendant la consommation plus responsable que l'on pourra limiter les émissions de CO<sub>2</sub>. Les emballages réutilisables proposés par La Poste, par exemple, y contribuent.

## En quoi la modernisation de cet outil répond-elle aux attentes des citoyens et des élus ?

Les implantations des plateformes logistiques qui permettent de concentrer les flux et de désengorger les centres-villes améliorent l'empreinte carbone des territoires. La concrétisation des engagements de La Poste en matière de neutralité carbone peut aider les élus à rendre la transition écologique et leur propre politique publique plus tangibles pour les citoyens.

## Sur quels autres sujets La Poste peut-elle renforcer son appui aux élus ?

Comme partenaire de l'aménagement durable du territoire, La Poste peut aider les élus à mieux appréhender les enjeux des réglementations de plus en plus strictes face à l'urgence climatique. Les limitations à l'artificialisation<sup>(1)</sup> des sols ou le déploiement de normes HQE, par exemple, sont des sujets compliqués sur lesquels La Poste a acquis une expérience pour ses infrastructures et qu'elle peut partager. Comme entreprise à mission, elle peut aussi légitimement s'associer aux expériences démocratiques de conventions citoyennes locales qui rendent les enjeux écologiques plus concrets pour les habitants d'un territoire.



EN SAVOIR PLUS SUR  
LES ACTIONS DE LA FABRIQUE  
ÉCOLOGIQUE

<https://www.lafabriqueecologique.fr/>

(1) Transformation d'un sol à caractère agricole, naturel ou forestier pouvant entraîner son imperméabilisation totale ou partielle.